

ALORS QUE LEURS DETTES BANCAIRES S'ÉLÈVENT À 713 MILLIARDS DE DINARS

# Les entreprises privées obtiennent le feu vert pour leur traitement financier

**Le gouvernement a donné le «feu vert» pour le traitement spécifique des entreprises privées en difficultés financières, aux créances «anormales», leurs dettes s'élevant à 713 milliards de dinars. Sur 400 projets de partenariat entre PME algériennes et italiennes déjà identifiés, une trentaine de projets pilotes sont en voie de finalisation.**

Chérif Bennaceur - Alger

(Le Soir) - Hier à l'hôtel Mercure à Alger, en marge des rencontres d'affaires algéro-italiennes, le ministre de la PME et de l'Artisanat, Mustapha Benbada, a indiqué qu'un conseil interministériel a donné le feu vert pour le traitement des entreprises privées en difficultés financières. Mustapha Benbada a indiqué

qu'une centaine de requêtes bancaires ont été transmises à son département et que ce nombre pourrait être le double, voire le triple. Mais des entreprises qui vont bénéficier, au même titre que les entreprises publiques, d'un traitement de leur situation financière. Ce qui leur permettra d'être éligibles à la mise à niveau et à un meilleur accès

aux crédits et facilitations bancaires. Allant au-delà du simple assainissement, ce traitement est voulu spécifique, opérationnel, au cas par cas, pour ces entreprises privées. Ces dernières étant des entités en développement, qui ont un marché, mais qui souffrent du fait des charges financières et ont des créances «anormales» ou non performantes. Selon la Banque d'Algérie, 83% des entreprises privées sont financées par les banques publiques. Le montant des dettes contractées par ces entreprises s'élève à 713 milliards de dinars.

**Près de 800 rencontres d'affaires algéro-italiennes en cours**

Auparavant, le ministre de la PME et l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Giampaolo Cantini avaient présidé à l'ouverture de ces rencontres d'affaires. Celles-ci sont organisées sous l'égide du bureau d'Alger de l'Institut italien pour le commerce extérieur (ICE), la chambre de commerce et la chambre arbitrale internationale de Milan, la région Lombardie, la Chambre de commerce italo-arabe. Mais aussi de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) dont le directeur général, Mohamed Chami, ainsi que le président de la

chambre de commerce italo-arabe, Sergio Marini, coprésident le Forum d'affaires italo-algériennes. Ces rencontres qui se poursuivent aujourd'hui ont drainé près d'une quarantaine de représentants de sociétés italiennes opérant dans les secteurs industriel, énergétique et des services ainsi que des organisations patronales algériennes. Environ 800 rencontres bilatérales ont été programmées hier et aujourd'hui au profit de 200 entreprises algériennes. Elles concrétisent un saut qualitatif de la coopération bilatérale selon l'ambassadeur italien qui a prôné «un partenariat exemplaire» et durable, concernant notamment le développement de la PME. En rappelant qu'un mémorandum d'entente a été signé le 5 décembre 2006 à Alger pour la mise en place d'un partenariat privilégié dans le domaine de l'appui et du

développement de la petite et moyenne entreprise.

**400 projets de partenariats déjà identifiés**

Ces rencontres se veulent aussi, selon le ministre de la PME, l'occasion de contacts d'affaires en vue d'aboutir à la conclusion de contrats de partenariats. A ce titre, Mustapha Benbada a indiqué que 400 projets de partenariats et d'investissements directs ont été déjà identifiés dans les secteurs hors hydrocarbures. Ces projets réels ont été proposés par quelque 350 PME algériennes à leurs homologues italiennes. Une trentaine de projets-pilotes sont déjà en voie de finalisation selon le ministre de la PME qui a indiqué qu'un comité technique s'attelle à définir le mode opératoire en matière d'accompagnement et d'appui financiers. Concernant ce dernier point,

Mustapha Benbada n'a pas donné d'estimation financière précise. Toutefois, il a rappelé qu'un accord-cadre de coopération financière a été signé le 5 décembre 2006 entre la Finalep et la société financière italienne Simest. Un accord qui constitue un instrument de financement approprié pour soutenir les projets de partenariat et de joint-venture des PME des deux pays. Ces dernières pourront également bénéficier de l'expertise de la Chambre arbitrale de Milan ainsi que de l'assistance sectorielle et l'engagement du fonds de capital-investissement italien Euromed (doté de 50 millions d'euros). Cela même si l'immense potentiel d'affaires reste encore insuffisamment exploité et qu'il est attendu des entreprises italiennes un engagement plus actif sur le marché algérien.

C. B.

## Note technique

Les échanges commerciaux algéro-italiens sont évalués à plus de 10 milliards de dollars. L'Italie demeure le deuxième fournisseur de l'Algérie avec plus de 1 milliard de dollars d'importations de biens d'équipements industriels et également de 900 000 dollars de demi-produits italiens. L'Italie est également le second client de l'Algérie avec près de 9 milliards de dollars d'exportations algériennes d'hydrocarbures. Un déséquilibre de la balance commerciale que l'ambassadeur italien a appelé à «réduire» par le biais notamment des investissements. Les investissements italiens déclarés à l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), durant la période 2000-2007, représentent 31 projets d'une valeur de 10,4 milliards de dinars permettant la création de 1417 emplois. Ils se répartissent en 12 projets d'investissements directs pour un montant de 5,3 milliards de dinars et 19 projets en partenariat, estimés à 5,1 milliards de dinars. Les secteurs visés par la présence italienne concernent l'industrie sidérurgique et métallurgique, l'agroalimentaire, le bâtiment, les travaux publics et les services aux entreprises.

C. B.

## INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS 21,2 milliards de dollars à l'horizon 2010

Les investissements directs étrangers (IDE) sont évalués à 21,2 milliards de dollars à l'horizon 2008-2009. Selon le directeur général de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), Abdelmadjid Baghdadli, ces projets d'investissements sont prévus ou déjà en cours de réalisation dans les secteurs industriels, la santé, le tourisme et la prospection immobilière. En rappelant que 7,9 milliards de dollars d'IDE ont déjà été réalisés durant les années précédentes. Selon le premier responsable de l'ANDI, le programme de développement 2005-2010 prévoit un montant de 200 milliards de dollars d'investissements dont 145 milliards de dollars de fonds publics et le reste d'engagements privés nationaux et étrangers.

C. B.

## ÉVALUATION DU BUDGET MOYEN D'UNE FAMILLE-TYPE L'UGTA plaide pour son augmentation

**Évalué l'année dernière à 25 000 DA, le budget moyen d'une famille-type composée d'un couple et trois enfants devrait être revu à la hausse.**

Meriem Ouyahia - Alger

(Le Soir) - Ceci notamment avec la flambée des prix des produits de large consommation et de l'inflation. Le secrétaire national aux relations extérieures de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelkader Malki, a annoncé, hier, en marge de la cérémonie de recueillement organisée au siège de la Centrale syndicale à l'occasion du 11<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Abdelhak Benhamouda, qu'un groupe de travail a été installé récemment pour déterminer ce budget. «Nous avons estimé, l'année passée, ce budget-

type à 25 000 DA», a-t-il rappelé, affirmant que les propositions de ce groupe de travail seront soumises au gouvernement. Le pouvoir d'achat s'est en effet largement affaibli durant ces derniers mois. S'agissant du salaire national minimum garanti (SNMG), Abdelkader Malki a relevé que des discussions sont en cours au sein de la Centrale syndicale pour le réévaluer à 15 000 DA. Interrogé sur la finalisation des statuts particuliers, le secrétaire national aux relations extérieures à l'UGTA a affirmé qu'ils seront parachevés avant le 10 février prochain. «Les grilles des

salaires de la Fonction publique sont fin prêtes et les différentes fédérations de l'UGTA activant dans ce secteur sont appelées à soumettre les statuts particuliers avant le 10 février prochain», a-t-il déclaré. Dans ce contexte, il a souligné que lorsque les fédérations termineront leurs travaux avec les différents ministères, le dossier sera soumis à la Fonction publique avant qu'il ne soit transmis au gouvernement.

## 11<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE BENHAMOUDA L'UGTA lui rend hommage

Une cérémonie de recueillement a été organisée, hier, au siège de la Centrale syndicale, devant la stèle commémorative érigée à la mémoire du défunt Abdelhak Benhamouda, ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), à l'occasion du 11<sup>e</sup> anniversaire de son assassinat.

Une minute de silence a été observée devant la stèle érigée au niveau du siège de l'UGTA, baptisée au nom du défunt.

Une gerbe de fleurs a été déposée par le secrétaire général du syndicat, Abdelmadjid Sidi Saïd, qui était accompagné par le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), M. Ahmed Ouyahia, et de la

Toutefois, des problèmes relatifs à des indemnités et primes persistent encore. «Il subsiste encore des problèmes relatifs à quelques indemnités et primes», a-t-il reconnu, soulignant, cependant, que ces problèmes seront réglés avec le gouvernement lors de la tripartite, sans avancer la date de cette rencontre. En cas de non-résolution de ces différends, il sera fait appel à l'arbitrage du président de la République.

M. O.

## CLÔTURE DES TRAVAUX DU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE LA MÉCANIQUE

### Une fin en queue de poisson

Le deuxième congrès national des travailleurs de la mécanique, métallurgie, électricité et électronique qui s'est tenu dimanche dernier à la Mutuelle des travaux publics de Zéralda n'a pas tenu toutes ses promesses. En effet, la fin des travaux a connu une issue peu ordinaire, puisque les congressistes n'ont pas réussi à élire leur nouvelle direction nationale. En d'autres termes, l'opération de dégageage par entreprise des représentants syndicaux au niveau de la Commission exécutive fédérale (CEF) n'est pas allée jusqu'au bout. La cause ? Certains délégués d'entreprise n'ont pas réussi à élire leurs représentants au niveau de cette instance organique du fait de l'absence d'un consensus entre eux. L'opération qui a duré plus de quatre heures n'a permis l'élection que d'une cinquantaine de personnes au niveau de la CEF, alors que la quinzaine d'autres est restée otage des tractations et autres manœuvres qui ont caractérisé la fin du congrès.

Face à cette situation de blocage, le secrétaire national chargé de l'organique au sein du secrétariat national de l'UGTA, en l'occurrence M. Salah Djénouhat, a décidé après lecture de la résolution finale de prononcer la fin des travaux du congrès. Dans son intervention, il lancera à l'adresse des congressistes que «dans les dix prochains jours, il sera fait appel aux membres de la future CEF pour l'installation de cette instance. Il sera également question, durant cette période, d'étudier les recours formulés et permettre aux délégués qui jusque-là n'ont pas élu leurs représentants au sein de la CEF de finaliser l'opération». Pour les spécialistes de la question syndicale, cette situation de «blocage» qui a caractérisé la fin des travaux de ce second congrès national des travailleurs de la mécanique réside dans l'enjeu du poste de secrétaire général. Un enjeu qui a mobilisé tous les cadres de l'UGTA tant au niveau des unions de wilaya qu'au niveau des fédérations, d'où la mise en garde adressée par Sidi Saïd aux congressistes lors de son intervention, leur demandant d'évacuer l'esprit de rivalité. Il est à noter que le début du congrès a été marqué par une atmosphère électrique, caractérisée par un travail de coulisses et de tractations entre les différents clans qui traversent cette importante structure verticale de l'UGTA. Il est à noter que plusieurs fédérations attendent la tenue de leur congrès alors que le dégageage des congressistes a eu lieu depuis des années, à l'image des fédérations des postes et télécommunications, de l'agroalimentaire, de la santé, de l'enseignement supérieur pour ne citer que celles-là.

Abder Bettache

## BOISSONS ALCOOLISÉES Beck's et Stella produites en Algérie

Le groupe Castel vient d'annoncer la commercialisation en Algérie sous sa bannière des produits Beck's et Stella Artois. Ces deux marques de bière sont passées sous la houlette de Castel suite à une séparation à l'amiable après le rachat de Tango par Heineken. Stella Artois et Beck's étant distribuées en Algérie par Tango avant son rachat, la commercialisation des deux marques en Algérie a finalement été confiée au groupe Castel. Ce même groupe détient aussi deux des trois licences Coca Cola en Algérie. Selon le directeur général de Castel Algérie, le choix porté sur leur groupe dénote une reconnaissance de qualité des bières produites par l'entreprise. Deux usines vont bientôt entrer en phase de fabrication. La première qui est à Annaba va produire des canettes 55 cl à raison de 23 000 unités par heure. La seconde est basée à Oran. Elle se spécialise dans la production des bières dans le format verre. Castel annonce un volume annuel de 700 000 hectolitres et une croissance de 20 % pour l'exercice de l'année 2008.

N. M.

M. O.